

COMMENT LA FRANCE JUGEAIT L'ALLEMAGNE

Hauser



Ex Libris




ohs/041 17

Comment la France jugeait l'Allemagne

HISTOIRE D'UNE ILLUSION D'OPTIQUE (1)



« Il est un pays qui nous a toujours trompés dans nos jugements... Son mouvement sourd et tout intérieur se dérobe incessamment à nous, et ne se laisse apercevoir que longtemps après qu'il est fini (2) ».

C'est en ces termes que, dès 1831, Edgar Quinet adjurait ses compatriotes de ne plus regarder l'Allemagne à travers le voile de poésie et de rêve dont l'avaient enveloppée, à la suite de Madame de Staël, les écrivains de l'âge romantique. Derrière la blonde et pensive Allemagne, nonchalante et assoupie dans les forêts du Neckar, tout enivrée de lyrisme candide et de songeries métaphysiques (3), il apercevait la Prusse réaliste et guerrière, cherchant déjà dans l'union douanière le cadre et l'instrument de la future unité germanique (4). Il discernait dans cette unité la passion commune, fondamentale, de tous les peuples allemands. Et cette passion farouche, il indiquait déjà qu'elle chercherait d'abord à s'assouvir aux dépens du voisin, du vaincu de 1815. « Sachons, osait-il crier, sachons que la plaie du traité de Westphalie et la cession des provinces d'Alsace et de Lorraine saignent encore au cœur de l'Allemagne... »

La brochure de Quinet fut un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle est, écrivait Michelet, « violente et terrible. Elle m'a ôté le rire pour dix ans ». Buloz refusait de l'imprimer sans corrections, et il fallut à l'auteur des prodiges d'obstination pour obtenir que sa pensée ne fût pas étouffée (1).

Personne ne voulait croire à l'existence de cette Allemagne, où les nixes et les elfes étaient remplacés par des politiques, des marchands et des soldats.

On ne crut pas Heine, écrivant quatre ans plus tard à Philarète Chasles, que le patriotisme des « *Vieilles Allemagnes*... ne consistait que dans une haine aveugle contre la France ». Cette haine éclata subitement lors de la crise de 1840 (2). Cette fois encore Heine révéla aux Français incrédules la profondeur et la gravité du danger. Cette fois encore Quinet, le « voyant » — *vox clamantis in deserto* — lança en vain ses « avertissements » à la monarchie et au pays (3).

On ne l'écouta pas davantage lorsqu'il traça le portrait célèbre du « teutomane », du « touriste gallophage » (4), portrait si vrai, d'une vérité si durable, que ces pages de décembre 1842 ont l'air d'avoir été écrites pour servir de légende à quelque album de Hansi :

« Le touriste allemand est presque nécessairement un gallophage... La gallophagie est un état réel, une profession, une carrière de laquelle on vit, hélas! matériellement beaucoup plus que spirituellement. Le gallophage reçoit dès les premières années une éducation particulière...

(1) Si nous disons ici que cet article était complètement écrit avant l'apparition des pages magistrales de M. Boutroux sur la « barbarie savante » de l'Allemagne actuelle, ce n'est pas pour le vain plaisir de marquer une date, c'est parce qu'il est pour nous singulièrement honorable de nous être, sur plus d'un point, rencontré avec l'illustre maître.

(2) E. Quinet : *Allemagne* (dans *Œuvres complètes*, t. VI, p. 142).

(3) Id., *ibid.*, p. 143.

(4) Id., *ibid.*, p. 144-155. Avec cette phrase vraiment prophétique : « Il ne lui manque [à la Prusse] qu'un homme qui regarde et connaisse son étoile en plein jour. »

(1) *Cinquante ans d'amitié*, p. 56-66 (où les textes sont d'ailleurs quelque peu mutilés). — Voyez aussi, dans le t. VI des *Œuvres*, les morceaux datés de 1832, 1836, etc., p. 187, 218 et *passim*.

(2) Voy. Gaston Raphael, *le Rhin allemand* (*Cahiers de la quinzaine*, 19e cah. de la 4e série, 1903).

(3) *Œuvres*, IX, p. 1 et ss.

(4) *Ibid.*, t. VI, p. 261.

— Dès le premier pas, il a jeté un regard sinistre sur les conducteurs de diligence, les estaminets et les institutions du royaume... La haute vertu qui le distingue, c'est de ne faire aucune acception de personnes, et souvent j'ai vénéré en silence cet héroïsme qui consiste à se repaître d'abord de ceux qui vous ont tendu la main... Je frappe qui m'assiste, c'est *sa* devise. » Rentré de son voyage au pays des « singes », cet ancêtre du professeur Knatschke « va déposer sa plume triomphante dans le Walhalla, sous la chapelle d'Alaric, de Genséric ou de Totila... »

I

L'incapacité de haïr longtemps, qui paraît bien faire le fond de notre caractère national, empêcha nos pères de se souvenir, la crise passée, des paroles de Quinet. Ils ne lurent même point, dans une de ses brochures, les lignes terribles de Goerres où rougeoie par avance la lueur sinistre des incendies de 1870, et déjà comme un étrange reflet des incendies plus monstrueux encore de septembre 1914 : « Brûlez Strasbourg, et ne laissez subsister que la flèche de la cathédrale, pour éterniser la vengeance des peuples allemands » (1).

Strasbourg brûla, suivant le vœu des teutomanes. Et si le gouvernement prussien feignait de n'en vouloir qu'au cabinet des Tuileries, le parti des gallophages continuait d'avoir ses enfants terribles. — Dès le mois d'août 1870, l'historien Treitschke écrivait crûment (2) : « C'est la nation française qui est notre ennemie, et non ce Bonaparte » (3), instrument plutôt que ressort de la France. Il faut, poursuivait-il, que nous puissions en quelques journées de marche descendre en Champagne, « arracher les dents à cette bête de proie ». Il faut délivrer les libres terres allemandes, et aussi les Allemands asservis — volontairement asservis, ce qui est le dernier degré de la servitude (1) —, sous le joug de ces « barbares semi-civilisés ».

Devant une telle explosion de haine pédante, les pauvres Welches que nous sommes auraient dû se tenir pour avertis. Barbares semi-civilisés, comment pouvions-nous espérer autre chose que les mépris de ces « civilisés » supérieurs, dont la valeur éthique s'affirmait déjà, il y a 44 ans, par le bombardement et les fusillades, par le viol du droit des peuples ?

En fait, dans les années qui suivirent la guerre — les années où les hommes de mon âge apprenaient à lire — le sentiment de la France à l'égard de l'Allemagne fut double : un souvenir très vif et très cuisant des horreurs et des injustices subies ; le désir de chercher, dans l'histoire et les institutions du vainqueur, le secret de sa victoire. Puisque la France impériale s'était trompée aussi grossièrement que la monarchie de 1830, puisqu'elle avait été chercher une fausse Allemagne sous les bosquets et dans les « restaurations » de Bade comme sa devancière dans les sapinières de l'Odenwald, les jeunes Français furent curieux de savoir où était la vraie Allemagne, et comment elle était faite.

Etait-ce l'instituteur allemand qui avait vaincu à Sadowa ? était-ce le fusil à aiguille qui nous avait battus à Sedan ? Institutions universitaires, institutions militaires allemandes furent proposées à notre admiration.

La compétence me manque pour décider si nous eûmes tort ou raison d'imiter les méthodes de l'armée prussienne. Pour les méthodes d'enseignement, surtout d'enseignement supérieur, il serait injuste et puéril de nier que nous avons

(1) Quinet, t. VI, p. 196. Goerres (un journal le rappelait récemment), réclamait déjà en 1814 l'incendie de Reims, considéré comme le symbole historique de la France maudite.

(2) Heinrich von Treitschke, *Was fördern wir von Frankreich?* article paru dans les *Preussische Iahrbücher* (t. XXVI, 30 août 1870) et en une brochure trop oubliée, que tout Français aurait dû savoir par cœur. Chaque fois qu'avant la guerre je l'ai lue à mes élèves, elle les a frappés de stupeur.

(3) « Die Nation ist unser Feind, nicht dieser Bonaparte... »

(1) La domination welche en Alsace est « eine Knechtung freier Männer durch *halbgebildete Barbaren* ». — « Depuis deux siècles, depuis que s'est élevé l'Etat allemand, nous tendons vers ce but : délivrer de la domination étrangère les pays allemands perdus. » Et que l'on ne nous oppose point la volonté des Alsaciens et des Lorrains, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, *Selbstbestimmungsrecht*. « Nous, Allemands, qui connaissons l'Allemagne et la France, nous savons ce qui convient aux Alsaciens mieux que ces malheureux eux-mêmes : dans la perversion de leur vie française, ils n'ont pas une exacte notion de l'Allemagne nouvelle. Nous voulons, contre leur volonté, leur restituer leur être propre. » — C'est en vertu, sans doute, d'un raisonnement analogue que la Belgique vient d'être *annexée* à l'Allemagne. — Voy. sur l'impression produite en France par des explosions de haine comme celle de Treitschke, la fameuse lettre de Renan à Strauss, et Taine, *Correspondance*, t. II, p. 357 et ss.

gagné à nous mettre à l'école des maîtres allemands. Il est bon que nos maîtres à nous aient été s'asseoir au pied de la chaire de Ranke, de Mommsen, même de Treitschke. Ils nous en ont rapporté de meilleures habitudes de travail, le goût de l'ordre et de la précision, l'art de mieux utiliser les forces, même quand elles sont médiocres. Ils ont ainsi corrigé quelques défauts charmants de l'esprit français.

On peut seulement regretter qu'à leur suite d'autres aient été jusqu'à une sorte de germanomanie intellectuelle (1). Plus d'un s'égara en ces étranges jardins, de Gœttingue ou d'ailleurs, où le savant docteur « va cueillant çà et là les petits papiers qui brillent aimablement au soleil, les transplantant d'un parterre à l'autre, tandis que les rossignols, de leurs plus douces mélodies, réjouissent son cœur vieilli » (2). En ces paradis artificiels plus d'un Français risqua de désapprendre l'art de cultiver les vraies fleurs, celles de la vie.

A cette excessive admiration de l'intelligence allemande, des méthodes allemandes, correspondait dans les âmes un affaiblissement des souvenirs de 1870. — Les jeunes gens qui eurent vingt ans après 1890 n'avaient point, comme leurs aînés immédiats, empli leurs yeux d'enfants de ces visions d'épouvante : le ciel rouge au dessus de Paris, les heures d'angoisse dans les caves sous la menace des obus, ni, durant le grand hiver, la lamentable queue des mères venant voir traire le lait pour leurs nourrissons dans les cours des mairies, où s'alignaient les premières mitrailleuses. Leurs petites mains n'avaient pas effiloché la charpie de nos blessés. Ils n'avaient pas aux dents le goût amer du pain du siège ; ils n'avaient pas vu les casques à pointe des Prussiens, ni les casques à chenille des Bavarois. Et nous, leurs aînés de quelques années à peine, nous leur faisions déjà, lorsque nous leur parlions de *la* guerre, l'effet d'ennuyeux burgraves.

Surtout ils n'avaient pas entendu la plainte des vaincus. Ils n'avaient pas vu « l'exode » (1). Et la protestation de Bordeaux, du 16 février 1871 : « Nous proclamons, par les présentes, à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la nation française... » ne leur apparaissait plus que sous l'aspect d'un document historique (2).

Nos cadets n'avaient pas comme nous, tout petits encore, vu s'assombrir le front des pères à la pensée que la France mutilée, à peine remise de ses blessures, allait être écrasée encore. Ils n'avaient pas vécu ces années de perpétuelles alertes. Ils souriaient lorsque nous leur contions les jours tout récents de l'incident Schnaebelé, ces jours où chacun de nous, dans sa chambrette d'étudiant ou de normalien, serrait les gros souliers et la ceinture de laine, où les plus « dispensés » des jeunes Français se tenaient prêts à répondre à l'appel de la patrie...

Il semblait à nos cadets que le monde entrait dans une ère de paix. Les événements de 1870 prenaient à leurs yeux le recul d'une très vieille histoire. L'iniquité commise en 1871, en s'enfonçant dans le passé, se parait des vénérables couleurs de la prescription. Ces mêmes jeunes gens, qui vibraient de tout leur être aux mots de Finlande, de Pologne, d'Arménie, il ne leur fallait plus parler d'Alsace ni de Lorraine (3). Cette paix menteuse, fondée sur le mépris du droit des peuples, ils l'appelaient la paix par le droit, — comme si quarante années d'injustice triomphante pouvaient faire du droit. Et pour se prouver à eux-mêmes que la France devait se réconcilier avec l'Allemagne, ils voulaient se persuader que le Pays d'Empire se résignait à son sort (4)... Ne convenait-il point d'oublier les vieilles querelles pour s'occuper,

(1) Cette maladie avait déjà sévi sous la Restauration. Quinet, t. VI, p. 221 (écrit en 1836) : « Ce fut la scène de l'étudiant chez le docteur Faust. On imita, traduisit, compila, et de nouveau on compila, traduisit, imita. De temps en temps l'Allemagne tournait doucement la tête du côté de cette pauvre France qui rentrait à l'école comme une petite fille. Rarement la pédagogue se montrait satisfaite de son élève. Deux ou trois signes au plus d'une satisfaction protectrice laissèrent penser qu'elle ne désapprouvait pas les labeurs de cette innocente, et qu'avec du temps, force férules, injonctions, admonitions, elle ne désespérait pas d'en faire quelque chose. »

(2) H. Heine, *Die Harzreise*, au début.

(1) Lisez l'émouvant ouvrage publié sous ce titre par Delahache (*Cahiers de la Quinzaine*, 1914).

(2) C'est un fait qu'en 1891 un Alsacien, sous le pseudonyme de Jean Heimweh, se croyait obligé d'exposer aux Français *La question d'Alsace*. M. Lavisse signalait ce livre dans une brochure : *La question d'Alsace dans une âme d'Alsacien*. En 1892, Heimweh revenait à la charge dans une autre brochure : *Triple-Alliance et Alsace-Lorraine*.

(3) Voir sur ce point notre brochure de 1905 : *La Patrie, la guerre et la paix à l'école*.

(4) J'ai dit quelques mots de l'évolution de l'esprit alsacien dans un article dont je n'ai plus de raison de

de concert avec l'Allemagne, des questions économiques et sociales, internationales par nature ?

II

Sous ces diverses influences, une nouvelle image de l'Allemagne se dessinait peu à peu dans les cerveaux français. Elle ne ressemblait plus à l'Allemagne romantique de Mme de Staël, ni à l'Allemagne orageuse de 1840-1848, pas davantage à l'Allemagne bismarckienne, à la *Germania* du Niederwald. Pas davantage, non plus, à la réalité.

Demandons-nous franchement ce qu'était l'Allemagne, pour la majorité des Français cultivés, dans ces dix dernières années, ce qu'elle fut même pour beaucoup d'entre eux jusqu'au début de l'été 1914 : une nation grande, orgueilleuse et satisfaite, fière de ses victoires et désireuse de consolider, dans une paix durable, les résultats de ces victoires; une terre de travail, d'industrie et de commerce, une usine colossale, tourmentée d'un ardent besoin d'expansion, avide de denrées alimentaires et de matières premières, chercheuse de marchés et de débouchés; un pays de science, un laboratoire et une bibliothèque immenses. Nation allemande, usine allemande, université allemande, c'est bien sous ces trois aspects que nous apparaissait le nouvel Empire, dans les écrits de nos économistes les plus sérieux, de nos plus généreux politiciens, même de nos journalistes les moins frivoles (1).

A les en croire, il nous suffisait, pour maintenir la paix du monde, d'accorder des satisfactions légitimes à ce peuple de travailleurs, qui s'accroissait chaque année de 800.000 nouvelles paires de bras et 800.000 estomacs. Ne pas lui disputer sa place au soleil de l'Asie Mineure ou de l'Afrique noire, échanger sa houille contre notre fer, prêter à ses actives industries des capitaux quelque peu endormis en nos mains paresseuses, bref tisser entre la France et l'Allemagne une trame si serrée d'intérêts réciproques qu'il ne pût venir à personne l'idée criminelle et absurde de la déchirer, tel est le programme que l'on nous proposait... Moyennant quoi nous pouvions bien laisser s'envieillir l'irritante, la gênante question qui nous divisait depuis quarante ans, et qui depuis quarante ans faisait peser sur l'Europe un cauchemar. On ne nous demandait pas tout à fait de la tenir pour résolue, mais seulement de n'en plus parler. Le temps, assurait-on, saurait bien la résoudre — ne serait-ce qu'en lui enlevant sa principale raison d'être, à savoir la conscience même, chez les victimes, de la violence dont elles avaient souffert.

Comme garantie de ces promesses de paix, on nous montrait l'évolution de l'Allemagne — croissance du peuple, essor industriel, développement intellectuel — de plus en plus orientée dans un sens démocratique. De l'usine allemande sortait, comme un fruit naît de l'arbre, le socialisme allemand, qui devait tendre au socialisme français une main fraternelle. Devant cette irrésistible poussée des masses, l'impérialisme prussien était condamné à céder ou à disparaître. L'empereur lui-même n'avait-il pas tenu, à Berlin, la première grande conférence internationale pour améliorer le sort des ouvriers ?

Et depuis, à Bâle, à Berne, nos parlementaires et les parlementaires allemands n'avaient-ils pas fraternisé ? Au lendemain de Berne, un publiciste ne saluait-il point l'ouverture d'une ère nouvelle (1) ?

« C'est en effet, écrivait-il, on ne saurait le nier, un acte considérable, d'une portée en quelque sorte européenne, ce quelque chose de nouveau que Gœthe avait si bien pressenti après la bataille de Valmy... »

Tel était le rêve. On sait quel fut le réveil. — Une fois de plus ce pays nous a « trompés dans nos jugements ». Encore une fois « nous l'avons cherché à un demi-siècle de la place où il était réellement, tant son génie est peu conforme au nôtre, et nous donne peu de prise pour le saisir ». Encore une fois nous nous étions forgé une fausse Allemagne ; encore une fois nous devions éprouver, lorsqu'elle apparaîtrait dans notre histoire avec sa vraie figure, non seulement une cruelle déception, mais une sorte de stupeur.

---

défendre l'anonymat : *L'état d'âme de l'Alsace* (*Revue politique et parlementaire*, 1898, 10 août, p. 273 et suivantes).

(1) Voy. en particulier Georges Bourdon : *l'Enigme allemande*, Paris, 1913. Singulier livre en vérité : il concluait à la paix certaine, à la réconciliation souhaitable. Et de chacun des faits recueillis par l'intelligent reporter, il était facile de tirer la preuve que la guerre était inévitable.

(1) J. Grand-Carteret (*Aurore*, 14 mai 1913).

III

Et pourtant, bien des choses auraient dû nous avertir de notre erreur, nous rappeler que la guerre, après avoir été « l'industrie nationale » de la Prusse, était devenue celle de l'Allemagne (1).

Qu'il ait existé en Allemagne un parti belliqueux, militariste, cela n'était point pour nous émouvoir. Ce parti existe en tout pays.

Mais il n'est pas partout ce qu'il est en Allemagne. Le premier fait à retenir, c'est que, dans l'Allemagne prussianisée d'aujourd'hui, ce parti se double d'une caste. Le corps des officiers prussiens ne ressemble au corps d'officiers d'aucune armée européenne. On n'y entre qu'après avoir franchi la double barrière de l'hérédité et de la cooptation. Les officiers sortis du service, *ausser Dienst*, les familles d'officiers, tel est le groupe social où nécessairement devaient naître les héros de Saverne, de Louvain et de Reims. Or n'oublions pas que le chef de l'Etat allemand est avant tout le chef de cette caste, le premier des officiers de Sa Majesté prussienne; s'il a pu, à sa couronne de roi de Prusse, ajouter la couronne d'empereur allemand, c'est qu'il restait en Allemagne ce qu'il avait été en Prusse, le *Kriegsherr*; chef de la caste, il en est le prisonnier.

Non seulement la caste militaire allemande ne ressemble, par sa composition même, à la classe militaire d'aucun autre pays, mais le parti nationaliste allemand n'a ni les mêmes doctrines, ni les mêmes aspirations, ni la même *Weltanschauung* que ses émules. L'historien français qui a le plus profondément étudié et le mieux compris l'Allemagne, M. Lavisse, a expliqué de façon magistrale (2) comment le peuple allemand, n'ayant pas été de bonne heure élevé par l'histoire à la dignité de nation, a surtout pris conscience de lui-même en tant que race : « La nation en Allemagne est une race... »

Peu importe, au demeurant, que la race germanique soit ou non une réalité ethnique (3). Pour parler le langage de la philosophie d'Outre-Rhin, ce ne sont pas les réalités objectives, mais les représentations subjectives qui sont les vrais moteurs de l'histoire. Pour que le nationalisme allemand soit d'une qualité toute particulière, il suffit que l'Allemagne se sente comme race, et que ce « sentiment de la race » soit fait, comme il est fait en vérité, « de haine et d'orgueil » (1). Il s'ensuit que ce nationalisme est loin de se limiter aux frontières actuelles de l'Allemagne, ou même à tel pays déterminé que l'Allemagne se croirait en droit de reprendre. « L'Allemagne a cette vocation : revendiquer pour elle tout ce qui est germanique, exalter le germanisme, développer dans l'univers la puissance germanique (2) ».

On nous objectera que le parti pangermaniste n'est pas toute l'Allemagne. Cela est parfaitement vrai. Tout Allemand ne croit pas d'une foi explicite que toute terre qui, à un moment donné de l'histoire, a fait partie du domaine des races germaniques, que tout peuple qui parle ou a parlé un idiome germanique, doit faire retour à l'Allemagne. Tout Allemand ne professe point, avec Treitschke, que c'est faire à la France un cadeau que de lui laisser la partie méridionale de l'ancien royaume de Bourgogne, Lyon et Arles (3). Tout Allemand n'ajoute pas avec lui, en un raffinement d'hypocrisie, que la limite des langues ne doit pas être envisagée d'une façon « doctrinale », mais qu'il faut la corriger en vertu des nécessités stratégiques. Non, tout Allemand ne parle pas ainsi, et ne va point avec Paul Langhans et les collaborateurs de la revue *Die deutsche Erde*, inscrire sur les cartes de la plus grande Allemagne, non seulement *Lüttich* — l'héroïque Liège — mais *Longich* — Longwy, autre héroïne — *Virten* — l'intangible Verdun — *Nanzig* — Nancy inviolée — *Tull* et *Lünstedt* — Lunéville — *Reimersberg* — c'est Remiremont — et *Mömpelgard*... (4) Mais je crois bien que

(1) M. Lavisse écrivait déjà en 1887 (article reproduit dans *Essais sur l'Allemagne impériale*, 1888, p. 293) : « Le régime militaire de la Prusse, pour qui la guerre était « une industrie nationale », est devenu le régime normal de la patrie allemande ».

(2) *Essais*... p. 278.

(3) Renvoyons à la pénétrante critique de l'idée de race publiée par M. Camille Jullian dans la *Revue bleue*.

(1) Lavisse, *ibid*,, p. 280. Ailleurs, p. 269-270 : « Il y a chez nos voisins un grand parti de meneurs de haine. La haine éclate dans certains livres et dans la plupart des journaux ». P. 277, sur l'éducation nationale : « De là vient cette fraîcheur de haine ».

(2) *Ibid*., p. 281.

(3). Voy. dans la brochure précitée de Treitschke, ce paragraphe : « Wo liegt die Grenze, die wir zu fördern berechtigt sind ? ».

(4) *Justus Perthes Alldeutscher Atlas*, Leipzig, 1900, carte 3. J'ai cité, dès 1905, ces exemples typiques dans *La Patrie, la Guerre et la Paix à l'Ecole*, p. 36.

tout Allemand, même le plus pacifique, est à son insu plus ou moins imbu de l'esprit pangermaniste, plus ou moins persuadé que la vertu allemande, la culture allemande sont le sel de la terre, et que le mieux qui puisse arriver aux autres peuples, c'est d'être soumis à l'influence allemande. En tout Allemand survit ce rêve du « *saint* Empire romain des nations germaniques », un Empire dont les autres nations seraient les vassales, et qui les guiderait dans les chemins de la moralité et du bonheur (1).

Ce rêve n'était-il point celui du gouvernement impérial aux heures où il se faisait, à notre égard, le plus aimable, aux heures où l'empereur déployait, en faveur de nos hommes d'Etat ou de nos hommes du monde, toutes ses puissances de séduction ? Ce qu'il voulait de nous, ce n'était peut-être pas — sauf quelques « antennes » congolaises — de nouveaux territoires. C'était la domestication, la médiatisation de la France. A ce prix, on nous garantissait la paix, et même la prospérité. On nous démontrait lourdement qu'avec sa natalité décroissante (2), avec son industrie stationnaire, la France était destinée à périr, à moins de se faire la satellite de la toute-puissante Allemagne.

C'est donc de très bonne foi que l'Empereur posait sa candidature au prix Nobel de la paix, de très bonne foi qu'il se disait notre ami. L'Allemagne matérialiste et utilitaire d'aujourd'hui ne peut comprendre qu'une nation soit assez folle pour sacrifier à quelques valeurs idéales les biens de ce monde (3). Ne comprenant pas, elle s'irrite ; comme on s'irrite contre un enfant têtu, et qui refuse les cadeaux de ses grands amis.

Pourquoi l'Allemagne, malgré la perfection de ses méthodes psychologiques, reste-t-elle impuissante à comprendre notre sentiment national ? C'est que cette race, qui est devenue un Empire, n'est pas encore une nation. Entendons-nous bien. Nous ne faisons pas allusion ici aux différences qui séparent les unes des autres les diverses « nations germaniques » — différences dont il serait également imprudent de nier que puéril de s'exagérer l'importance. Je veux dire qu'à l'Allemagne prussianisée, pour être tout à fait une nation, il manque ce très long passé de gloires et de douleurs communes où Renan a si bien vu le fondement inimitable de toute conscience nationale. Pour rendre possible ce « plébiscite de tous les jours », il n'a fallu rien de moins qu'un plébiscite de plusieurs siècles. Cela ne s'improvise pas, même avec des victoires. A la *Germania* de bronze, il manque la patine auguste que seule donne le temps.

De cette impuissance à refaire en un jour une œuvre qui veut l'effort continu de plusieurs générations, vient sans doute l'orgueil particulier des Allemands — orgueil de parvenus qui souffrent de n'avoir pas d'ancêtres (1) — et aussi cette espèce de rage à l'encontre des monuments où se cristallisent, chez d'autres peuples, des siècles de vie collective.

Beaucoup plus qu'une nation, l'Allemagne nouvelle est un Etat. — C'est le concept d'Etat, non le concept de nation, qui domine la philosophie politique des Allemands. Sans remonter jusqu'à la métaphysique hégélienne, qui voyait dans l'Etat une sorte de réalisation de Dieu dans l'histoire, rappelons que Treitschke a montré dans les *Amtstuben* — les *bureaux* prussiens — les véritables créateurs de l'unité allemande.

N'est-ce pas un fait significatif que l'un des esprits les plus larges de l'Allemagne moderne, Friedrich Ratzel, ait pu tenter cette gageure d'écrire toute une *Géographie politique* (2), où il n'est pour ainsi dire presque jamais question des hommes en tant qu'êtres sensibles, unis par

(1) J'ai été en relations avec des Allemands très pacifistes, très désireux de s'entendre avec la France. Toujours j'ai trouvé chez eux ce sentiment d'orgueil naïf, — nuancé, à notre égard, d'un peu de mépris protecteur.

(2) Il y a vingt ans qu'un médecin allemand me disait, avec ce gros rire qui secoue les viscères : « La France *mourira* par elle-même ».

(3) L'histoire récente de l'héroïque Belgique est une preuve éclatante de cette incapacité de l'Allemagne actuelle à penser l'idéal.

(1) Quinet avait noté cette nuance en 1842 (t. VI, p. 250) : « La vanité allemande ne ressemble en rien à l'orgueil des Anglais ou des Castillans », chez qui « le sentiment de leur propre valeur est arrivé à une sécurité profonde... Chez les Allemands, la vanité, de fraîche date, n'a aucune de ces jouissances. Toujours inquiète, toujours irritée, elle n'est pas sûre d'un seul moment ; tout lui fait ombrage ; *elle porte avec elle les inquiétudes du parvenu...* » Tout cela subsiste, au bout de 70 ans.

(2) *Politische Geographie*. La 2e éd. est de Munich et Berlin, 1903. Cet ouvrage a été résumé, clarifié, nous dirons amélioré en français par M. Camille Vallaux, *Le sol et l'Etat*, Paris 1911.

un vouloir-vivre collectif. Ce qu'il voit dans l'Etat, c'est une forme, « la forme de la diffusion de la vie humaine à la surface de la terre ». L'Etat est le rapport numérique entre les groupes humains et le sol qu'ils occupent. Ces groupes eux-mêmes sont des chiffres dont les kilomètres carrés sont les diviseurs ; ce ne sont pas des « principes spirituels ». Le sujet de la science politique, pour Ratzel, ce n'est jamais l'homme, ou les hommes πολιτικὰ ζῶα — c'est l'Etat, la puissance coercitive qui tient ces hommes rassemblés. A peine si, en ce gros et savant livre, deux petits paragraphes sont consacrés à l'idée de nation (1), d'ailleurs confondue avec l'idée de race. En tant qu'elle n'est pas exclusivement une unité ethnique, la nation est pour lui un produit de l'Etat, et non l'Etat un produit de la nation (2).

On démêle les conséquences qui sortent de cette conception ratzélienne, si radicalement opposée à la nôtre. — Il serait vain de rechercher ici, dans la formation des nations modernes, quelle fut la part respective des groupements humains et des organismes politiques qui ont pris la direction de ces groupements. En fait ils ont perpétuellement agi et réagi les uns sur les autres ; et l'on ne peut pas plus concevoir l'évolution de la France médiévale sans la monarchie capétienne que retracer l'histoire des institutions politiques anglaises en faisant abstraction de la nation britannique. Le mot que l'on prête à Louis XIV indique bien à quel degré de fusion intime purent parvenir ces deux idées d'Etat et de nation.

Mais l'histoire des peuples occidentaux, au cours du XIX[e] siècle, est l'histoire d'une tentative pour subordonner de plus en plus l'Etat à la nation, pour faire de l'Etat le serviteur, l'instrument de la nation, le moyen de réaliser les fins nationales. Assurément ces fins ne sont pas toujours louables, car l'histoire n'est pas une idylle, et les nations les plus nobles ont à leur actif telles œuvres de violence ou de ruse qui ne s'expliquent que par la raison d'Etat. Du moins l'Etat reste-t-il fidèle à son rôle, qui est de servir les intérêts matériels ou les aspirations idéales de la nation.

Dans la conception prussienne-allemande, l'Etat est une fin en soi. — Tandis qu'une nation aspire à réaliser l'union des territoires et des hommes qu'elle estime, à tort ou à raison, lui appartenir de droit, ici la fin de l'Etat, c'est la domination même. Son droit n'a de limites que les limites de sa puissance. Tout accroissement de puissance lui confère de nouveaux droits, et pour réaliser ces droits prétendus il lui faut créer des forces nouvelles. Enfermé ainsi dans un cercle fatal, sans cesse condamné à s'agrandir pour se fortifier et à se fortifier pour s'agrandir, l'Etat aspire à s'étendre, indéfiniment.

Née dans les *Amtstuben* de la bureaucratie prussienne et dans les *casinos* d'officiers, cette doctrine a pénétré toutes les couches du peuple allemand. A cet état bureaucratique et militaire correspond le plus obéissant de tous les peuples, le mieux plié à toutes les disciplines. Courber l'échine, rapprocher les talons, faire le salut militaire, ne sont point pour l'Allemand des gestes appris, mais une attitude naturelle, quasi-instinctive. Il suffit d'avoir vu, un jour de fête, une foule allemande pour en demeurer convaincu.

Pour prix de cette quotidienne servilité, l'Allemand a reçu de l'Etat une promesse, la promesse de la domination politique et économique de la planète, *Deutschland über alles* (1).

IV

De ce nouvel Evangile on ne rencontre pas seulement des apôtres sur les marches du trône

(1) § 113-114.

(2) Au reste, Ratzel note très bien lui-même la distance qui sépare la conception bismarckienne de l'Etat de la conception révolutionnaire de la nation (p. 232) « Un des phénomènes les plus remarquables de l'histoire des dernières décades, c'est que le mouvement des peuples vers l'unité nationale a été utilisé par des hommes d'Etat habiles pour l'agrandissement territorial de leur pays, sans respect du principe des nationalités. »

(1) On sait que, pour cette œuvre qui comportait une guerre contre l'Angleterre, l'Allemagne escomptait l'alliance ou du moins l'appui de la France. Qu'il me soit permis de rappeler, à ce sujet, un souvenir personnel. En 1902 j'avais réussi, malgré toutes défenses, à visiter à Bremerhaven la station d'essai des navires (*Schiffversuchstation*) du *Nord deutscherLloyd* (voy. un récit de cette visite dans ma brochure, *Les ports de commerce de l'Allemagne contemporaine*, Paris-Dijon, 1903, p. 13-14). Reçu de la façon la plus aimable par le directeur, je le félicitais des résultats, économie de temps, économie d'argent. « Oui, dit-il, nous voulons trois choses : gagner du temps, économiser de l'argent — et faire la guerre aux Anglais ». Et comme il me voyait stupéfait de cette sortie inattendue : « Même, nous comptons sur vous pour cela. » Je lui répondis que nous n'avions nulle envie de jouer ce jeu. Subitement, mon interlocuteur devint aussi déplaisant qu'il avait d'abord été courtois. J'ai eu, ce jour-là, un avant-goût de la théorie de la France « otage ».

et dans les conseils de l'Empire. A l'heure où nos socialistes et nos pacifistes s'attendrissaient à l'envi sur les dispositions conciliantes de la démocratie allemande, un socialiste français, M. Ch. Andler, eut le courage de dire, et de démontrer, que le socialisme allemand était d'essence impérialiste. On se souvient encore du beau tapage qui accueillit ses déclarations...

En tout pays, le parti industriel et le parti intellectuel sont pacifiques, et même tant soit peu pacifistes. Le premier a besoin de vendre, d'acheter, d'échanger des matières et des produits; le second a besoin d'échanger des idées, des livres, des instruments, des découvertes. L'un et l'autre ne peuvent remplir tout leur office que dans la paix. Ni le capital, ni la science, n'ont de patrie. Aussi capitalistes et savants se sentent-ils, à quelque degré, citoyens du monde (1).

Un seul pays fait exception à la règle. Il est une terre où les hommes d'affaires et les hommes de science sont belliqueux, presqu'à l'égal des hommes d'épée. — Tâchons de voir pourquoi.

Les Français connaissaient assez mal, avant la guerre, les conditions vraies de l'industrie allemande. — Ce n'est pas qu'ils n'eussent point visité l'Allemagne. Mais le voyageur qui entrait pour la première fois dans ce pays ne pouvait éprouver d'autre sentiment qu'une sorte d'admiration. Villes régulières et véritablement « colossales », où tout semble avoir été ordonné d'avance pour une croissance rapide et progressive; magasins énormes, regorgeant de marchandises; usines immenses en plein travail, et dont la production est scientifiquement organisée; merveilleux réseau de communications, fleuves, canaux et voies ferrées, se prêtant méthodiquement un mutuel appui; ports rationnellement outillés pour suffire à une exportation chaque jour plus volumineuse; banques dont les hôtels sont de somptueux palais et dont le rôle, comme celui des machines à vapeur et des dynamos, des locomotives et des navires, est de servir à l'usine allemande, à l'expansion de ses produits : on comprend que, de ce spectacle, plus d'un parmi nos compatriotes, n'ait jamais pu se déprendre.

Et pourtant, quand on revenait en Allemagne, et surtout quand on y revenait souvent, quand, à plusieurs reprises, on observait de plus près ce peuple de travailleurs, on apercevait le défaut de la cuirasse. Si brillante que fût la façade de l'édifice, la construction en apparaissait fragile : comme en ces maisons du nouveau Berlin dont les décorations en similimarbre viennent s'appliquer, toutes prêtes, sur un massif de briques (1).

Tout d'abord on se rendait vite compte qu'il y avait dans ces villes trop de magasins, et pleins de trop d'articles tous pareils pour que la clientèle allemande, et même les clientèles extérieures de l'Allemagne parvinssent à les absorber. Condamnée par son organisation industrielle même à une productivité toujours plus intense, condamnée aussi à nourrir une population ouvrière sans cesse grossie par la désertion des campagnes et qui n'a plus le dérivatif de l'émigration, l'Allemagne devait à tout prix se procurer des débouchés. Dans ce monde où les meilleures places sont prises par des nations historiquement plus anciennes, et où le protectionnisme élève de toutes parts ses barrières, l'Allemagne était naturellement conduite à conquérir ces débouchés par la force.

L'industrie allemande n'a pas seulement besoin de clients, elle a soif de matières premières, et d'une surtout, de fer. L'appétit en fer d'une usine comme Essen est quelque chose de formidable (2). Or c'est un fait trop peu connu en France que l'Allemagne est devenu un pays *pauvre en fer*. Fait encore moins connu, la France, autrefois tributaire de l'étranger, est aujourd'hui l'un des pays du monde les plus riches en minerai de fer (3).

---

(1) Il y a quelques années, un des plus hauts, des plus nobles esprits de notre Université déclarait devant moi qu'il se sentait plus près des intellectuels allemands, rencontrés dans les Congrès, que de « l'homme de la rue » de France. Je le scandalisai fort en lui répondant que j'étais, comme Michelet, uni d'un lien plus fraternel avec le dernier de nos paysans qu'avec le plus fameux professeur de Heidelberg ou de Leipzig. Que pense-t-il aujourd'hui ?

---

(1) Sur cette impression ressentie après des voyages consécutifs en Allemagne, voy. dans la *Revue historique* (1913, t. CXII, p. 176) notre compte rendu de l'ouvrage du livre de G. Blondel, *Les Embarras de l'Allemagne*. Sur le même, A. Waddington, *Revue critique*, 1912, t. LXXIV, p. 394.

(2) J'ai eu le rare privilège de visiter l'usine Krupp, et le tort de ne raconter cette visite que dans un journal d'enfants (*Jean-Pierre*, 17 avril, 10, 15, 29 mai 1904). Très modestes pages que je ne rappelle que pour mémoire.

(3) De Launay, *La conquête minérale*, 1908. — Id. *Les réserves actuelles du monde en minerai de fer* (*Annales de Géogr.*, 1912). — Paul Doumer, etc., *La Métallurgie du fer*, 1912.

De là, chez les métallurgistes allemands, une perpétuelle et irrésistible tentation de s'emparer du minerai français. De là aussi une amère rancœur de l'erreur commise par les conseillers techniques allemands lors des négociations de 1871 : n'ont-ils pas laissé échapper le bassin de Briey (1), alors considéré comme sans valeur, et dont la chimie moderne a fait depuis « le plus important gisement du monde entier » ? (2)

Ce n'est pas à dire que les Krupp et les Thyssen voulaient nécessairement employer la force des armes pour mettre la mine française au service de l'usine allemande. Dissimulés sous le masque de sociétés françaises, ou bien associés à des entreprises françaises, ils préféraient étendre pacifiquement la main sur nos gisements de Briey, sur ceux aussi de Caen et de Diélette. Par des procédés du même genre ils auraient voulu se réserver une part de la production de l'Ouenza. Mais ils envisageaient l'hypothèse belliqueuse pour le cas où la France, un jour ou l'autre, cesserait de se prêter à leurs désirs. Une nouvelle législation sur les sociétés étrangères, un droit de sortie sur nos minerais auraient gravement inquiété la sidérurgie westphalienne. Or celle-ci estime qu'elle a sur le minerai du voisin un droit éminent, le droit du mieux faisant; ce droit, elle entend l'exercer de gré, s'il se peut, de force, s'il le faut (3).

Le droit que l'Allemagne se reconnaissait sur notre fer, elle se l'arrogeait également sur notre or. Et ici, il est nécessaire de pénétrer plus profondément qu'on ne le fait d'ordinaire dans l'organisation financière de l'industrie allemande (4).

(1) May, *Le traité de Francfort*, et aussi G. Delahache, *La carte au liseré vert*.

(2) M. de Launay en évalue la contenance à 2 milliards 1/2 de tonnes de fer. On notera la rapidité avec laquelle les Allemands, au début de la guerre actuelle, ont saisi la Woëvre, et les efforts qu'ils ont dépensés pour s'y maintenir. En cas de victoire, c'est un coin de terre qu'ils n'auraient point rendu.

(3) Que l'industrie allemande ait eu toujours présente à l'esprit l'idée de la guerre possible, la preuve en est dans ces admirables organisations d'espionnage qui doublaient toute usine allemande installée en terre française, et dont certaines (comme à Maubeuge) préparaient des opérations militaires en pleine paix.

(4) Nous devons quelques-uns des renseignements qui suivent (organisation du crédit) à un ami très versé dans les affaires, particulièrement dans l'industrie métallurgique.

L'Allemagne n'est plus du tout, comme l'ont connue nos pères et comme se la représentent encore quelques-uns de nos compatriotes, un pays pauvre. C'est un pays riche. Mais les manifestations extérieures et les usages de la richesse ne sont pas les mêmes qu'en France. La richesse allemande est une richesse qui se dépense, en œuvres d'ostentation aussi bien qu'en œuvres d'utilité. Quiconque a fréquenté l'Allemagne en ces vingt dernières années n'a pu s'empêcher, à chaque voyage, de constater une rapide transformation des habitudes, un accroissement visible du luxe, luxe de la table, de l'habillement, de l'habitation, de l'ameublement. Nous retrouvons là ce caractère de *parvenu* où nous avons déjà vu l'une des marques de l'Allemagne nouvelle.

En dehors des capitaux ainsi perdus en usages somptuaires, une masse énorme de capitaux est engagée dans les affaires industrielles. Mais c'est ici, encore une fois, qu'il importe de regarder les choses d'un œil averti. Le voyageur qui, descendant le Rhin, voit s'allonger sur les murs des usines les noms des firmes et les chiffres, en millions de marks, du capital des Sociétés, ce voyageur est ébloui de la puissance de l'industrie westphalienne ; il admire les banques industrielles qui ont rendu possible cette prodigieuse accumulation de capitaux ; il est plein de mépris pour la mesquine timidité de nos établissements de crédit.

A quelles réalités correspondent ces merveilleuses apparences ? (1)

En général, ces grandes firmes allemandes ne possèdent qu'une très faible part du capital qu'elles annoncent : le reste est prêté par une banque régionale. Cette banque, de son côté, ne possède pas en propre les fonds qu'elle avance ; elle les emprunte à son tour au grand organisme central, *Deutsche Bank*, *Bank für Handel und Industrie*, etc. Ces grandes banques elles-mêmes recourent, dans de très larges proportions, au capital étranger, spécialement à celui qui leur est confié (2), sous des formes diverses, par les grands établissements de crédit français. Ainsi donc, en dernière analyse, c'est l'épargne française qui commandite le travail

(1) Je répète que ce mécanisme m'a été révélé par un homme qui l'a étudié pièce à pièce.

(2) Je décris, naturellement, l'état de choses antérieur à la guerre.

allemand (1). Le superbe édifice a quelque ressemblance avec un château de cartes : vienne à manquer la table où il s'érige, et tout croule.

Tout faillit crouler en août-septembre 1911, lorsque, sur l'ordre des prêteurs, l'or français était rapatrié d'Allemagne. L'histoire dira un jour sous quelles influences, en vertu de quels ordres l'or français reprit le chemin de Berlin et permit à l'Allemagne de nous faire payer si cher, au Congo, les concessions qu'elle nous marchandait au Maroc. Page sur laquelle il convient encore de laisser un voile.

Mais, pour les Allemands, la leçon ne fut pas perdue. — Vivant côte à côte avec nous, pleins d'une admiration envieuse pour nos facultés d'épargne, pleins de dédain aussi pour la pauvreté de nos conceptions, ils étaient de bonne foi lorsqu'ils nous disaient : au lieu de placer vos fonds à des taux dérisoires, confiez-les au génie allemand ; nous leur assurerons une rémunération royale. L'activité allemande unie au capital français, c'est la domination du monde, c'est la fin de l'Angleterre. Au reste, ajoutaient-ils avec une franchise toute bismarckienne, vous n'avez pas le choix. La forte Allemagne ne permettra pas indéfiniment la survie à son flanc d'une nation à la fois riche et inféconde. Comptable vis-à-vis de l'humanité, investie d'une mission providentielle, l'Allemagne se sent, à l'égard de la France, des devoirs et des droits analogues, toutes proportions gardées, à ceux de « l'homme blanc » en face des races inférieures. Elle doit, pour le bien du monde et pour votre bien propre, vider vos bas de laine, jeter vos écus dormants dans le grand courant de la vie. Si vous nous les prêtez de bonne amitié, tant mieux ; aux intérêts que nous vous servirons s'ajoutera pour vous l'économie d'une guerre inutile. Si non, vous nous obligerez à vous les prendre. — Arriver à domestiquer, à utiliser pour des fins allemandes le capital français comme la politique française, tel est le plan cyniquement avoué (1).

(1) Et la finance allemande. Rappelons-nous l'édifiante histoire de cet emprunt turc, refusé en France, souscrit en Allemagne. Les banques allemandes empruntèrent de l'argent en France à un taux modéré, le repassèrent aux Turcs à un taux plus élevé, et empochèrent la différence. — « Donnez-nous de l'argent français pour faire des affaires allemandes en Turquie », c'est ainsi qu'un diplomate avisé (cité par Bourdon, p. 290) caractérisait la « collaboration » franco-allemande.

V

Que le parti intellectuel ait, en Allemagne, le même idéal de domination que le parti industriel, c'est ce qui ressort suffisamment de tout ce qui précède. L'école et le gymnase ont pour mission de célébrer la gloire des Hohenzollern (2), et c'est au sein des Universités, aussi bien que dans la coterie militaire, que fleurit la doctrine pangermaniste.

Non seulement cette doctrine se manifeste dans les furibondes divagations de certains professeurs, comme W. Rein, d'Iéna, qui ont gardé pour la France la haine des « vieilles-Allemagnes » de 1815, mais elle existe à l'état latent chez les plus distingués des intellectuels allemands, chez ceux qui nous accablent à l'occasion, dans les fêtes universitaires, de plus de politesses.

Il est peu de figures aussi séduisantes que celle du professeur Lamprecht, de Leipzig (3). Une nature exubérante, très éloignée du pédantisme allemand ; une critique très sévère et très savoureuse des méthodes allemandes ; une connaissance approfondie, et très sympathique, du Moyen-Age français ; une admiration profonde et sévère pour notre art, voilà de quoi le situer à part de ses compatriotes. Eh ! bien, prenez cet homme vraiment supérieur, menez-le dans un Congrès de pacification (4) ; faites-lui entendre le plus émouvant, mais aussi le moins belliqueux, le plus largement humain des exposés de la question d'Alsace (5) ; et le voilà qui va manier l'ironie la plus lourde, railler l'idéalisme incorrigible des Français, affirmer péremptoirement que « la question d'Alsace-Lorraine ne peut être traitée, sur le sol allemand, qu'au point de vue national (6) ». Après cette intervention, et « pour prévenir les

(1) Bourdon, *l'Enigme allemande*, p. 289-290 et ss. Conversations avec Kiderlen-Waechter et avec M. Helfferich.

(2) Voy. notre *Enseignement des sciences sociales*, 1903, p. 360-362.

(3) *Revue internationale de l'Enseignement*, 1913, 15 juillet, p. 6-7.

(4) Congrès de la Conciliation internationale, Heidelberg, 5-7 oct. 1912.

(5) Il était de M. d'Estournelles de Constant, c'est tout dire.

(6) Nous empruntons ce résumé à un narrateur non suspect, M. Th. Ruyssen (*Conciliation internationale*, bulletin trimestriel n° 1 de 1913, p. 36-38).

malentendus », le bureau de la branche allemande d'une Association dite de « conciliation internationale » déclarait « adopter absolument ce point de vue *qu'il n'y a pas de question internationale d'Alsace-Lorraine* ». Voilà donc à quoi aboutissait, sur une des questions qui tourmentent le plus douloureusement la conscience du genre humain, l'effort conciliateur de l'élite intellectuelle de l'Allemagne (1).

Autre exemple. — Si M. Lamprecht est débordant de vie, quelle personnalité plus vénérable que celle du professeur Otto von Gierke ? Vétéran de la science du droit public, théoricien de la souveraineté, élève de notre Bodin autant que de Grotius, il nous donnait, il y a quelques mois, non sans une noble mélancolie, son testament scientifique (2). Comment n'a-t-il pas craint de déshonorer ses cheveux blancs en se faisant l'apologiste officiel de la guerre actuelle ? Quel spectacle que cet Otto de Gierke, paré de la Croix de Fer (1), enseignant à son auditoire berlinois, aux descendants dégénérés de Fichte, que « la culture allemande est une culture morale » — après Louvain, après Reims !

Faut-il croire qu'en tout professeur allemand il y a un *Geheimrat* qui sommeille ? L'Europe, qui a bien des fois vu des barbares, n'a connu que par le professeur allemand — trois fois en un siècle — cette forme particulièrement intolérable de la barbarie, la barbarie doctorale et pédante.

Henri HAUSER,
Correspondant de l'Institut, Prof. à l'Université de Dijon.

(1) Voy. la composition du *Verband* dans le Bulletin précité, p. 8. — Depuis cet article écrit, Karl Lamprecht a signé le manifeste des 93.

(2) Voy. *Revue critique*. 16 mai 1914, p. 387-388.

(1) *Le Temps*, 5 oct. 1914. — Gierke, chose bizarre, n'a pas signé le manifeste. En revanche, le pacifiste par excellence, l'astronome Wilhelm Foerster, l'a signé. Voy. sur lui *L'Homme enchaîné* du 17 novembre.



ALENÇON, IMPRIMERIE A. COUESLANT